

DELIBERATION

SEANCE DU 31 octobre 2019

Sont présents :

CARPENTIER Pascal, Conseiller, Président

CARPENTIER Thierry, Bourgmestre

SIMON Dominique, CULOT Laurence, HENRY René, GILBERT Christian, CORNET Danielle, Echevins

DODRIMONT Philippe, GILSON Marc, RIXHON Daniel, MOYSE Vincent, BENOIT Julie, GAVRAY Denis,

MARENNE Yves, TOUSSAINT Michaël, CORBESIER Jérôme, LEPONCE Mélanie, CLOSE Jean, WISLEZ

Daphné, SEVRIN Frédéric, ~~DUBOIS DARCIS Corine~~, ANDRIEN Renaud, EVRARD Marc,

Conseillers(ères) communaux

BIEUVLET Jérôme, Président du CPAS, assiste à la séance sans prendre part aux votes

HENROTTIN Natalie, Directrice générale, Secrétaire

OBJET : Redevance pour l'occupation du domaine public.

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;

Vu le décret du 14/12/2000 (MB 18/01/2001) et la loi du 24/06/2000 (MB 23/09/2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1 de la Charte ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales ;

Vu l'importance de valoriser l'occupation du domaine public par des activités ne permettant pas l'occupation habituelle de celui-ci (espace de parking, espaces piétons complet, ...) et induisant d'autres frais en terme de solutions alternatives et remises en état après occupations ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 17/05/2019 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, à l'exception des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020 ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 16/10/2019 conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier le 22/10/2019 et joint en annexe ;

Sur proposition du Collège communal ;

En séance publique ;

ARRETE, par 14 voix pour, 2 contre (Y. Marenne et D. Wislez) et 6 abstentions (J. Close, M. Gilson, D. Rixhon, V. Moyse, M. Evrard et M. Leponce) :

Article 1 : Il est établi, au profit de la Commune, dès l'entrée en vigueur de la présente délibération et pour une période expirant le 31/12/2025, une redevance due, en cas de placement de terrasses, d'étals, de tables, de chaises ainsi que de containers, distributeurs de boissons et de nourriture sur le domaine public, à moins que cette occupation ne soit autorisée en vertu d'un contrat.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui occupe le domaine public.

Article 3 : La redevance est fixée par superficie et période indivisibles comme suit :

• Placement de terrasses, de tables, de chaises

Deux catégories de zones pour l'occupation de voirie et du domaine public selon l'importance au niveau chalandise, passage, fréquentation, implantation, visibilité et accessibilité :

- 35 € par mètre carré de voirie et de domaine public, place Joseph Thiry pour 12 mois ;

- 12 € par mètre carré de voirie et de domaine public partout ailleurs pour 12 mois.

• Placement de containers, distributeurs de boissons et de nourriture :

- 5 € par mètre carré de voirie pour une occupation de 3 mois du domaine public.

- Placement d'étals hors marché hebdomadaire (fleurs, fruits, légumes...) :
- 0,70 € par mètre carré de voirie pour une occupation par jour du domaine public.

Article 4 : La redevance est payable lors de l'obtention de l'autorisation d'occuper le domaine public contre remise d'une preuve de paiement.

Article 5 : A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, dans le cadre du recouvrement amiable, un rappel par envoi simple sera envoyé au redevable. Le montant de ce rappel est fixé à 5 € et est mis à charge du redevable. A l'issue de ce rappel, en cas de non-paiement dans les 15 jours, conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis en charge du redevable et s'élèveront à 10 €. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel. Pour autant que la créance soit certaine, liquide et exigible, et qu'il ne s'agisse pas de dettes des personnes de droit public, le Directeur financier envoie une contrainte visée et rendue exécutoire par le Collège communal et signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de signification par requête ou citation. Les frais administratifs inhérents à ces rappels sont recouverts par la même contrainte. En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions compétentes.

Article 6 : La présente délibération entrera en vigueur après accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7 : La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

PAR LE CONSEIL

La Secrétaire,

N. HENROTTIN

Le Bourgmestre,

Th. CARPENTIER

POUR EXTRAIT CONFORME,
Délivré le 05-11-2019

La Directrice générale,



N. HENROTTIN



Le Bourgmestre,



Th. CARPENTIER